Projet de règlement grand-ducal
portant désignation des zones spéciales de conservation.

Avis du Conseil d'Etat

(6 octobre 2009)

Par dépêche du 15 avril 2009, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par le ministre de l'Environnement. Au texte du projet étaient joints un exposé des motifs ainsi qu'un commentaire des articles.

*

En modifiant les annexes de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, le projet de règlement grand-ducal sous avis adapte la liste nationale des zones d'importance communautaire intégrant le réseau Natura 2000 national. Ce réseau comptera ainsi 48 zones spéciales de conservation destinées à protéger sur notre territoire 31 types d'habitat, 19 espèces animales et 2 espèces végétales, conformément à la directive « Habitats ». Ces 48 zones occuperont une surface totale de 41.286,66 ha, soit 15.9 % du territoire national.

Examen des articles

Préambule

Au moment de l'adoption du présent avis, aucune prise de position de la part de la Chambre d'agriculture n'était encore parvenue au Conseil d'Etat. Le visa y relatif sera à adapter, le cas échéant. Il est à libeller comme suit, si l'avis en question parvient au Gouvernement avant l'adoption formelle du règlement en projet: « Vu l'avis de la Chambre d'agriculture; ». Dans le cas contraire, il y a lieu de le rédiger de la façon suivante: « L'avis de la Chambre d'agriculture ayant été demandé; ».

Le dernier visa du préambule quant à lui est à adapter à l'arrêté grand-ducal du 23 juillet 2009 portant attribution des compétences ministérielles aux membres du Gouvernement, pour écrire: « (...) Notre Ministre du Développement durable et des Infrastructures (...) ».

Article 1^{er}

Cet article remplace la liste figurant à l'annexe 5 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles par celle figurant au point 1 de l'annexe 1 du projet de règlement

grand-ducal sous avis. Selon la proposition de modification de l'annexe du Conseil d'Etat, le point 2 de l'annexe deviendra la carte 1.

Article 2

Cet article désigne les zones figurant au point 1 (tableau 1 de l'annexe modifiée ci-après par le Conseil d'Etat) comme zones spéciales de conservation. La définition de zones spéciales de conservation figurant dans la loi habilitante, il n'y a pas lieu de faire une référence à l'article 4 de la directive « Habitats ». L'annexe 2 étant composée de cartes, il convient d'omettre le terme de « plans ».

L'article 2 sera dès lors libellé comme suit:

« **Art. 2.** Sont désignées comme zones spéciales de conservation les zones de la liste nationale figurant au tableau 1 de l'annexe 1 du présent règlement. La délimitation des zones est indiquée sur les cartes figurant à l'annexe 2 du présent règlement. Toutefois, les surfaces occupées par les voies publiques existant au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement ne font pas partie des zones spéciales de conservation. »

Article 3

Il faudra lire « aux tableaux ». Le Conseil d'Etat suppose qu'il s'agit des tableaux figurant aux points 3 et 5 de l'annexe 1 (tableaux 2 et 3 selon l'annexe modifiée ci-après par le Conseil d'Etat), plutôt que de tableaux « figurant aux points 3 et 4 de l'annexe 1, points 3 et 5 du présent règlement ». Cette imprécision sera à redresser par les auteurs du présent projet.

Article 4

Les objectifs généraux des zones spéciales de conservation sont développés dans le chapitre 5 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Le Conseil d'Etat ne voit pas la nécessité de les répéter dans le règlement d'exécution et propose donc de supprimer cet article.

Article 5 (4 selon le Conseil d'Etat)

Cet article précise les mesures de conservation nécessaires pour les différents habitats naturels et espèces animales et végétales de chacune de ces 48 zones spéciales de conservation. Celles-ci se résument au maintien dans un état de conservation favorable, respectivement de restauration et d'extension des habitats naturels et au maintien dans un état de conservation favorable, respectivement de restauration des populations des différentes espèces animales et végétales à protéger dans ces zones spéciales. Le Conseil d'Etat se demande dès lors si l'énumération exhaustive de ces mesures pour chacune de ces zones est indispensable à l'endroit de cet article.

Article 6 (5 selon le Conseil d'Etat)

A l'article sous examen, il y a lieu de remplacer la référence au « Ministre de l'Environnement » par celle au « Ministre du Développement durable et des Infrastructures » en application de l'arrêté grand-ducal du 23 juillet 2009 portant attribution des compétences ministérielles aux membres du Gouvernement.

Annexe 1

Le Conseil d'Etat propose pour des raisons de clarté de modifier l'annexe comme suit:

Point 1

La dénomination « point 1 » sera changée en « tableau 1 ».

Point 2

La dénomination « point 2 » sera changée en « carte 1 »; l'intitulé par ailleurs inexact sera supprimé puisqu'il est intégré dans la carte.

Point 3

La dénomination « point 3 » sera changée en « tableau 2 ».

Point 4

Ce point comporte la légende du point 3 (tableau 2 selon le Conseil d'Etat), renseignant sur les codes employés selon la directive 92/43/CEE.

Cette légende sera publiée sous l'intitulé « Légende du tableau 2 (codes des différents types d'habitat figurant à l'annexe 1 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles) ».

Le Conseil d'Etat note que cette légende diffère de l'annexe 1 précitée. En effet, elle ne comporte pas le type d'habitat 91D1 (boulaies à sphaigne). Est-ce que ce type d'habitat naturel, présent au Luxembourg, n'est dès lors pas protégé par une zone spéciale de conservation? Par contre, la légende renseigne sur le code 3130 (Eaux stagnantes, oligotrophes à mésotrophes avec végétation du *Littorelletea uniflorae* et/ou du *Isoeto-Nanojuncetea*) qui ne fait pas partie de l'annexe 1.

Point 5

La dénomination « point 5 » devra être changée en « tableau 3 ».

Point 6

Ce point comporte la légende du point 5 (tableau 3 selon le Conseil d'Etat), renseignant sur les abréviations employées pour les espèces animales et végétales.

Cette légende sera publiée sous l'intitulé « Légende du tableau 3 (abréviations des différentes espèces animales et végétales figurant à l'annexe 2 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles) ».

Annexe 2

Sans observation.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 6 octobre 2009.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Alain Meyer